

Sri Lanka

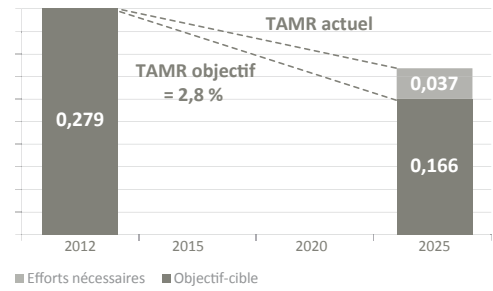
Date d'adhésion :
Octobre 2012

Faits marquants

- Le gouvernement du Sri Lanka a déclaré le mois de juin comme étant le mois national de la nutrition et a aligné plusieurs campagnes de sensibilisation et des événements de haut niveau pour démontrer l'importance de la nutrition au grand public.
- Un Comité d'examen de la politique nationale de nutrition (PNN) a été organisé avec la participation multiples acteurs et des Termes de Référence (TdR) finalisés pour évaluer de façon critique la NNP et aligner la politique révisée sur les objectifs mondiaux 2025 et les Objectifs de développement durable (ODD) avec des mécanismes renforcés pour le processus de mise en œuvre.
- Des projets de plans d'action de plaidoyer pour les organisations de la société civile sont en cours d'élaboration sur les thèmes spécifiques de la sécurité alimentaire et de la communication pour une meilleure nutrition.

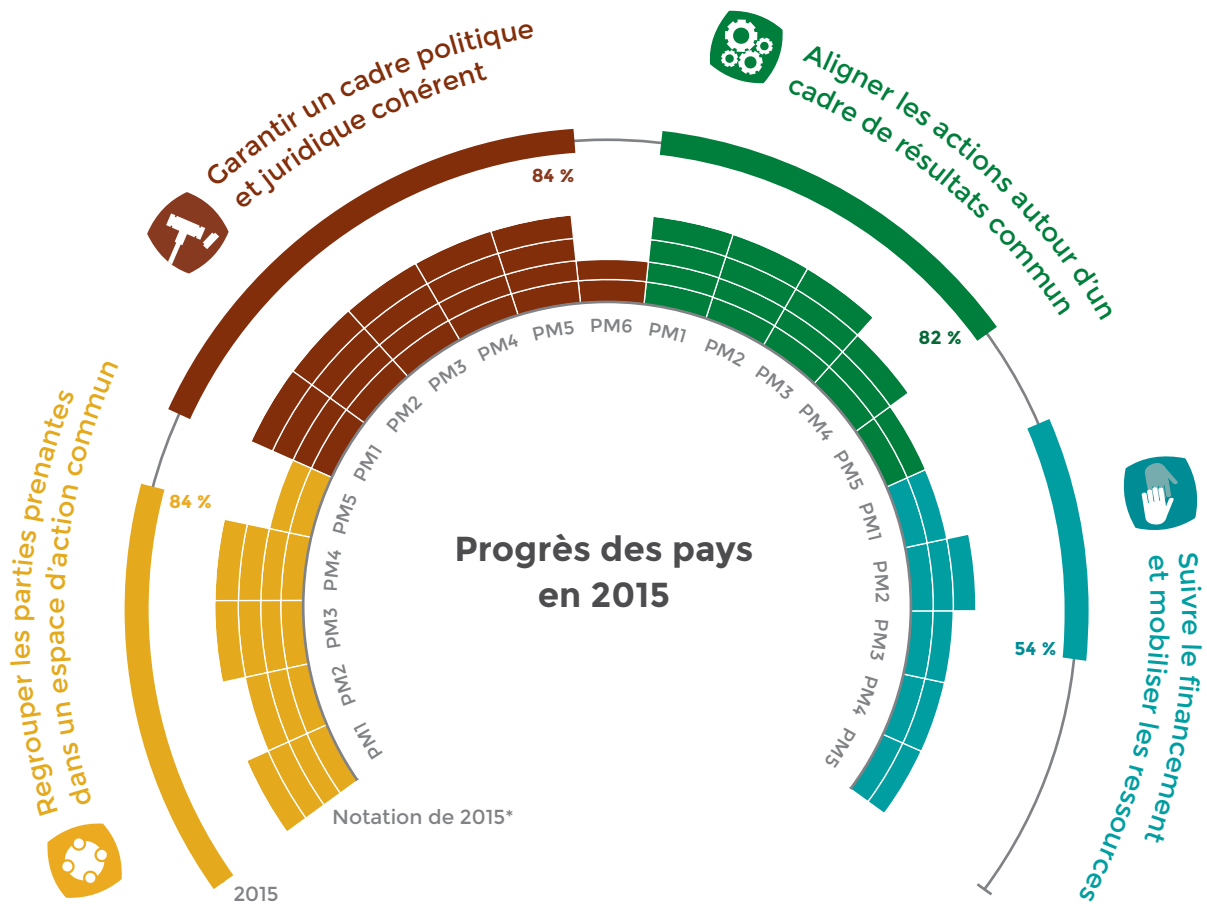
Objectif-cible de réduction du retard de croissance

Prévalence initiale: 14,7 % (U5 millions d'enfants souffrant de retard de croissance) Objectif de prévalence: 10,1 %



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	14,7 %
Faible poids à la naissance :	18,1 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	75,8 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	21,4 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	0,6 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	25,7 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.



*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015



Le Conseil national de la nutrition (NNC) du Sri Lanka est présidé par le Président et le secrétaire adjoint du Secrétariat présidentiel est le Point focal du gouvernement désigné auprès du Mouvement SUN. Le Comité directeur national sur la nutrition est l'organe de mise en œuvre du NNC qui regroupe 17 ministères (notamment de la Planification, de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Élevage, de la Santé, des Affaires féminines et de l'autonomisation des femmes, de l'Éducation, des Services sociaux, de la Réduction de la pauvreté, et du Commerce et de l'Industrie), en étroite collaboration avec la Société civile, les organisations non gouvernementales et est soutenu par des agences des Nations Unies (NU).

Les agences de l'ONU (et la Banque mondiale), soutiennent le gouvernement du Sri Lanka pour atteindre une meilleure sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le Forum du peuple pour le renforcement de la nutrition est l'Alliance de la société civile mise en place, qui soutient l'exécution des actions au niveau de la base avec Save the Children en tant que principal partenaire d'exécution. **Récemment, un forum de sensibilisation des médias a été mené en faveur des parties prenantes de l'industrie des médias; y compris les rédacteurs, journalistes, directeurs de programmes, présentateurs de télévision et de radio et discuter de l'éthique des médias dans les campagnes de publicité et de sensibilisation sur la nutrition.**

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun



La Politique nationale de nutrition (NNP) de 2010 à 2018 fournit une plate-forme pour la coordination inter-sectorielle afin d'accélérer les efforts pour parvenir à une nutrition optimale pour tous. La NNP est liée à un plan national stratégique viable de nutrition (2009) qui identifie les interventions liées à la santé et celles qui ne sont pas liées à la santé, visant à améliorer l'état nutritionnel.

Un comité multi-acteurs d'examen de la NNP a été établi et une réunion organisée pour finaliser les Termes de Référence (TDR). Les Termes de Référence décrivent le rôle de la commission d'évaluer de façon critique la NNP et de garantir qu'elle est alignée avec les objectifs 2025 de l'Assemblée mondiale de la santé et les Objectifs de développement durable (ODD), avec des mécanismes renforcés de mise en œuvre.

La nutrition est également intégrée dans les politiques sectorielles, notamment :

- **Politique agricole nationale**
- **La Politique et les stratégies nationales de développement de l'élevage**
- **La Politique de cantine scolaire**
- **La Politique des maladies chroniques non transmissible**
- **La Politique de développement des soins de la petite enfance**

Des projets de plans d'action de plaidoyer pour les organisations de la société civile sont en cours d'élaboration sur les thèmes spécifiques de la sécurité alimentaire et de la communication pour une meilleure nutrition. La législation nationale couvre la loi sur l'alimentation, l'iodation du sel, l'étiquetage des aliments, la publicité alimentaire, la protection des consommateurs et le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel. Le congé de maternité dure 6 mois payés dans le Secteur public et 3 mois dans le Secteur privé.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent



Le plan d'action multisectoriel sur la nutrition (MsAPN) est le Cadre commun des résultats (CCR) qui fixe des objectifs et des étapes pour réduire la prévalence de la sous-nutrition, de l'anémie et du retard de croissance parmi les groupes clés de la population, ainsi que pour améliorer la sécurité alimentaire et fournir l'accès à l'eau potable, l'assainissement et l'hygiène pour les ménages à risque. Le MsAPN a été convenu d'un commun accord par les 17 ministères et partenaires nationaux. Actuellement, le MsAPN est en cours d'examen par les experts pour éviter la dilution, favoriser et améliorer la hiérarchisation des activités permanentes liées à la nutrition à l'échelle nationale,

provinciale, départementale et des districts. L'environnement institutionnel national multisectoriel se reflète également au niveau provincial dans deux provinces ; son extension à toutes les neuf provinces est attendue. Une cellule de suivi permettra de suivre la mise en œuvre globale basée sur le cadre axé sur les résultats de l'Organisation mondiale de la Santé, et a fait l'objet d'un consensus par les ministères pour faciliter l'analyse conjointe des informations recueillies. Une note d'orientation de suivi a également été élaborée pour être utilisée au niveau de district et une base de données a été créée pour suivre les activités.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun



Le MsAPN a été partiellement chiffré. Les interventions spécifiques à la nutrition de ce plan sont en cours de chiffrage avec le soutien de la Banque mondiale par le biais de l'outil One Health. Le financement est assuré par différentes sources, y compris le gouvernement et les donateurs. Une ligne budgétaire spécifique pour la nutrition a été ouverte au sein du ministère de la Santé et les financements

ont été alloués par le Trésor. Afin de mettre en œuvre le MsAPN, chaque ministère a été chargé par le Trésor de créer une ligne budgétaire distincte pour la nutrition, à travers une mise en commun des ressources (partenariats public-privé, allocations de fonds provinciaux).

Suivre le financement et mobiliser les ressources